



SAMEDI 9 AVRIL

TOUS ENSEMBLE, DANS TOUTE LA FRANCE MANIFESTONS POUR LE RETRAIT DU PROJET DE LOI EL KHOMRI !

CGT-INRA – RN 10 – Porte de St Cyr 78210 Saint Cyr l'Ecole - 01.39.53.56.56 cgt@inra.fr - <http://www.inra.cgt.fr/>

Les 9, 17, 24 et 31 Mars, le 5 Avril, des centaines de milliers de jeunes et de salariés ont exigé dans la rue le retrait du projet de loi Travail- El Khomri. Parmi ces manifestants, de nombreux personnels de l'INRA, titulaires et non-titulaires de toutes catégories.

La revendication est claire : « Ni amendable, ni négociable : retrait du projet de loi ! ».

Car si des dispositions symboliques ont été retirées après le succès du 9 mars, le gouvernement n'a rien touché à l'essentiel de son projet de loi contre le Code du travail. Bien au contraire, la répression policière notamment contre la jeunesse témoigne de sa volonté à imposer ses lois antisociales et rétrogrades, malgré l'opposition de l'immense majorité des salariés comme l'indiquent les récents sondages.

Mais rien n'a pu empêcher le succès de la mobilisation du 31 mars avec plus d'un million de manifestants. Car l'enjeu est considérable pour les jeunes comme pour tous les salariés du privé mais aussi du public. Depuis un siècle, c'est le droit le plus favorable aux salariés qui prévaut : la loi prime sur l'accord de branche, qui prime sur l'accord d'entreprise, sauf si l'accord de branche ou d'entreprise est plus favorable. C'est ce qu'on appelle la hiérarchie des normes. Ce principe est la pierre angulaire du droit du travail. **Le texte vise à inverser la hiérarchie des normes.** Avec El Khomri, c'est l'accord d'entreprise qui prévaudrait sur l'accord de branche, et même sur le contrat de travail, aboutissant à individualiser les droits des salariés, et permettant ainsi de les soumettre aux chantages patronaux avec l'instauration de relations de gré à gré entre le travailleur et son employeur.

La tentative de mise en place du RIFSEEP pour les ITA INRA procède de la même logique d'individualisation :

des primes attribuées individuellement, avec des montants variables, passant par-dessus les garanties collectives statutaires et mettant en concurrence les personnels... Le rejet massif exprimé par les personnels avec les rassemblements du 17 Mars dans les centres, les multiples prises de position de conseils de centres, de départements, du conseil scientifique national, la pétition signée par plus de 100 directeurs d'unité ont conduit le Ministère à demander l'exemption pour les ITA mais rien n'est vraiment acquis, en attente d'un comité interministériel dont la date ne cesse d'être repoussée. Pour la CGT-INRA, bataille contre la mise en place du RIFSEEP et lutte pour le retrait du projet de loi El Khomri sont intimement liées. Obtenir le retrait de projet de loi serait un point d'appui considérable contre cette politique d'individualisation des droits à tous les niveaux.

**FACE À L'ARROGANCE
GOUVERNEMENTALE
ET PATRONALE, LA MOBILISATION
DOIT DONC S'AMPLIFIER !**

SAMEDI 9 AVRIL les organisations CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, UNL et FIDL appellent dans toutes les villes de France, à des rassemblements et des manifestations pour permettre à tous les salariés d'imposer l'exigence du retrait du projet de loi travail.

La CGT-INRA appelle l'ensemble des personnels à rejoindre massivement, avec leurs familles, ces manifestations unitaires et interprofessionnelles du 9 Avril. Elle invite les personnels à se réunir en assemblées générales de centres pour discuter des suites pour maintenir la pression afin d'obtenir le retrait du projet de loi, comme l'abandon du RIFSEEP.

La balle est dans le camp du gouvernement. Son refus de retirer purement et simplement le projet El Khomri au soir du 9 Avril mettrait directement à l'ordre du jour la préparation de la grève interprofessionnelle reconductible jusqu'au retrait de ce projet de loi. C'est ce que nous soumettons à la discussion des assemblées générales.

[9 avril : carte des mobilisations.](#) Cette carte est régulièrement mise à jour